

La population genevoise refuse d'étendre les horaires des magasins

Sylvia Revello

5-6 minutes

Un petit non, mais un non tout de même. Ce dimanche, les Genevois ont refusé à près de 54% de modifier les horaires d'ouverture des magasins, soumis au vote pour la septième fois depuis 1988. Pas question donc de faire son shopping une heure supplémentaire le samedi et trois dimanches par année, en plus du 31 décembre, même si le projet comprenait aussi la disparition des nocturnes le jeudi. Une victoire pour la gauche et les syndicats qui avaient lancé le référendum au nom de la protection des conditions de travail dans le secteur. Les horaires restent donc inchangés. L'ouverture trois dimanches par année reste possible, mais est conditionnée à l'existence d'une convention collective de travail étendue.

Une «reconnaissance» pour le personnel de vente

Quelques jours après le Black Friday et ses offres démentielles, les Genevois refusent ainsi le projet de loi du Conseil d'Etat, accepté par le Grand Conseil en avril dernier, censé stimuler le commerce local, lutter contre le tourisme d'achat et les ventes en ligne. Pour la gauche, le message est aujourd'hui très clair: il faut arrêter de s'acharner sans cesse sur les horaires des magasins. «La population s'est rendu compte que cet

élargissement n'avait pas de sens et était une manière de pousser à la consommation», se réjouit Jocelyne Haller, députée d'Ensemble à Gauche, qui souligne la mauvaise foi qui a parasité la campagne. A ses yeux, le vote du jour est également une «reconnaissance» envers le travail du personnel de vente, «en première ligne durant la crise».

«La population a compris les enjeux fondamentaux de cette votation», renchérit Pablo Guscetti, secrétaire syndical Unia, soulignant que contrairement au vote d'il y a quatre ans, il ne s'agit pas d'un projet expérimental. «Le profit à tout prix ne peut pas justifier de dégrader les conditions de travail du personnel», estime-t-il. Quid de la crise qui frappe le commerce local? Le secrétaire syndical riposte en citant les chiffres de l'Office cantonal de la statistique qui juge la situation «franchement bonne» dans l'alimentaire et «satisfaisante» dans le non-alimentaire, selon des chiffres de septembre 2021.

Lire aussi: [Les horaires d'ouverture des magasins influencent-ils la consommation?](#)

Du côté des patrons, le moral est en berne. Louise Barradi, présidente de la Fédération du commerce genevois et par ailleurs directrice d'exploitation de Fleuriot, prend acte avec regret et inquiétude du résultat. «Le secteur de la vente qui représente 20 000 emplois est encore très fragilisé par la crise, cette votation était une porte de sortie adaptée aux habitudes des consommateurs qui ont changé», estime-t-elle.

Inquiétude des patrons

Qu'est-ce qui a manqué durant la campagne? «Difficile à dire», confie-t-elle, évoquant peut-être le fait que l'heure supplémentaire du samedi a été couplée aux trois dimanches.

Comment envisager la suite? «Je suis très préoccupée pour l'avenir du commerce local, bien sûr qu'il faut que la branche se réinvente, mais il faut s'en donner les moyens. Veut-on que les gens continuent à acheter sur internet ou plutôt dans les boutiques proches de chez eux, ce qui permet aussi de redynamiser le centre-ville?»

Une votation «instrumentalisée»

De son côté, Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, parle d'une «occasion manquée». «Cette votation a été instrumentalisée par les syndicats qui, dogmatiques, en ont fait un combat de principe», dénonce-t-il, soulignant qu'il n'était question que d'harmoniser les horaires à la demande des commerçants, «pris entre le marteau et l'enclume à Genève, entre le tourisme d'achat et le commerce en ligne, dans une situation encore péjorée par la crise sanitaire». «En définitive, le nombre d'heures annuel était moins important avec le nouveau projet», rappelle-t-il, promettant de remettre l'ouvrage sur le métier.

Lire aussi: [Ouverture dominicale des magasins: les syndicats genevois repartent au combat](#)

Désavoué sur ce vote, le Conseil d'Etat prend acte.

«Manifestement la population a considéré que cette modification impacterait trop le personnel de vente», se borne à évoquer Fabienne Fischer, cheffe du Département de l'économie et de l'emploi. Pour le Conseil d'Etat, «préoccupé par la situation du commerce de détail», la priorité est désormais de «renouer le dialogue social» entre les différents partenaires. Le salut du commerce local passe-t-il forcément par une modification horaire? La magistrate reconnaît que ce n'est pas l'unique solution. «Il faut penser l'avenir du secteur de manière plus large.»